

Le Monde

idées

LA NOUVELLE DÉFENSE

Ce 14 juillet voit pour la première fois depuis bien longtemps l'armée française défiler devant un président de la République socialiste. Quel type de défense celui-ci peut-il mettre en œuvre ? Un officier supérieur de l'armée de terre, fortivant sous le pseudonyme de Velite, s'en prend à la notion même de dissuasion populaire, alors que Jean Pautot, membre du P.S., la croit complémentaire du développement de la force nucléaire stratégique. Le général de Boisleury, pour sa part, insiste sur la sauvegarde de l'unité des armées.

Les rêves romantiques de la dissuasion populaire

par VELITE (*)

À gauche est au pouvoir, les coups d'État ont été évités, le petit monde militaire, brusquement arraché de la péninsule sécuritaire des doctrines jusque-là officielles, s'interroge avec inquiétude sur l'avenir. Quelques spectes hiérarchiques surgissent : les comités de soldats, le service à six mois, la suppression de la légion des sapeurs, dans les casernes, etc. Et pourtant, pendant sa traversée du désert, le genre n'a pas manqué de s'exprimer sur les problèmes de défense, et ses apocryphes les plus connus sont maintenant au gouvernement. Les options sont claires et, récemment, la nouvelle ministre de la Défense, confiée encore à la dissuasion serait n'écouter et populaire, a représenté ainsi les écrits et déclarations antérieures.

La dissuasion nucléaire est bien connue. Après des débats difficiles avec la « bombe » elle recueille maintenant un consensus étonnant dont seuls s'égarent les socialistes. P.S.U. et les trotskistes. Certains sont même allés jusqu'à demander quinze sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, sans trop penser que nous avons déjà un mal à construire, armer, faire naviguer et assurer l'entretien de ceux qui existent déjà. Le nucléaire stratégique est donc à l'honneur à gauche et, en accord avec cette opinion, le président choisit le commandant des forces aérospatiales stratégiques comme chef de son état-major particulier et le ministre, un amiral connu, directeur de son cabinet militaire.

La dissuasion populaire est une vieille idée de gauche. On se souvient de la gauche de l'an II, aux mobiles de 1793, à Jaurès, à la Résistance, au Vietnam, etc. Tous les militaires ne sont pas forcément hostiles à cette formule. En parfaite communion avec les penseurs socialistes, on imagine une multitude de ba-

(*) Ce pseudonyme dissimule le nom du général de Boisleury, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Les socialistes et le refus de la guerre

par JEAN PAUCOT (*)

Le déploiement des armes nucléaires tactiques bloque les débats de défense français depuis plus de dix ans. Il sera au tout premier plan de l'actualité dans les mois à venir avec la perspective de développement du Super-Phaton, et le débat sera sur la bombe à neutrons.

D'aucuns s'emploient obstinément à présenter comme évidente la continuité entre le déploiement d'armes stratégiques (les missiles d'Albion, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, les forces aériennes stratégiques) et la production d'armes tactiques. Au moment où la volonté d'acquiescer prend étonnement d'un abandon des exigences de sécurité, faut-il rappeler que l'histoire n'est pas si simple ?

Rêve ou cauchemar

Un mois plus tard, le Livre blanc du général de Gaulle, R.P.R. ne fait que confirmer ce que l'on a vu. « La France a intérêt à accélérer la montée aux extrêmes dans la dissuasion nucléaire, car elle ne peut prolonger, sur son territoire ou celui de nos alliés, des opérations militaires sans cesse accrues de matériels nucléaires tactiques. » Le Livre blanc, c'est la question : du nucléaire tactique, à quel bout ?

Le consensus entre les familles politiques françaises sur la notion de dissuasion masque une divergence fondamentale. Le terme « dissuasion », qui, en soi, n'est nullement relié au nucléaire, peut signifier deux approches : la force de l'adversaire [...]

Il y a bien une différence : accélérer la montée aux extrêmes nucléaires, c'est prendre le contre-pied d'une bataille menée avec les armes nucléaires tactiques. En l'occurrence, le R.P.R. ne fait que reprendre le Livre blanc sur la défense nationale, publié en 1966, sous l'égide du ministre de la Défense, qui dit le Livre blanc : « Le nucléaire tactique, c'est la dissuasion, une double fonction : d'une part, il signale pour l'agresseur la volonté de la France de se défendre immédiatement après le déclenchement d'une agression nucléaire. D'autre part, il donne au gouvernement français le délai nécessaire à l'analyse de la situation pour la prise de décision concernant le nucléaire stratégique [...]

Rien de commun entre cette ligne codifiante les décisions du général de Gaulle de la dissuasion nucléaire, c'est d'abord la logique de défense de son propre territoire. Pour la France, puissance moyenne d'une part, puissance moyenne d'une part, c'est à se défendre aujourd'hui, revêtus à donner les moyens d'éviter un conflit qui, en toute hypothèse, la balaiterait du monde dit civilisé.

Le choix du stratégique n'est pas le tout ou rien. D'importer d'organiser l'autre face de la dissuasion contre des actions nucléaires sur notre territoire.

La réponse aux menaces peut être décomposée : des unités mobiles, défensives, de combattants formés localement sont une voie possible.

Mais la vision d'un armement, ou seraient utilisées de part et d'autre les unités de défense nucléaires tactiques antiprojetiles en Europe, est une vision de l'adversaire. L'Europe serait, en toute hypothèse, démantelée dans un tissu urbain, social, industriel, culturel, le plus serré d'un monde. La guerre propre l'écartera pas.

Pas de tout ou rien

La stratégie de défense française refuse la guerre, et donc, à l'origine, la bataille. Parce que la France n'a pas les moyens, sauf en rive, de gagner cette dernière. Le déploiement d'armes tactiques de combat, typiquement aériennes (comme par exemple la bombe à neutrons antihélicoptère), suppose l'engagement automatique d'un corps de bataille français dans une mêlée générale. Mutation fondamentale qui entraînerait un renversement total de nos plans de défense.

Il n'est pas question, pour la France, de se figer dans une position cohérente à la participation d'un autre pays à la défense de son territoire. Pour la France, puissance moyenne d'une part, c'est à se défendre aujourd'hui, revêtus à donner les moyens d'éviter un conflit qui, en toute hypothèse, la balaiterait du monde dit civilisé.

Le choix du stratégique n'est pas le tout ou rien. D'importer d'organiser l'autre face de la dissuasion contre des actions nucléaires sur notre territoire.

La réponse aux menaces peut être décomposée : des unités mobiles, défensives, de combattants formés localement sont une voie possible.

Mais la vision d'un armement, ou seraient utilisées de part et d'autre les unités de défense nucléaires tactiques antiprojetiles en Europe, est une vision de l'adversaire. L'Europe serait, en toute hypothèse, démantelée dans un tissu urbain, social, industriel, culturel, le plus serré d'un monde. La guerre propre l'écartera pas.

(*) Membre de la commission de défense du P.S.

Pour l'unité de l'armée

par le général (C.R.) BERNARD DE BOISLEURY (*)

La dissolution d'un article relevant, publié par la revue de la défense nationale, en décembre 1980 sous le titre « Défense d'unité », a déclenché une polémique. Le général Allard (1) affirmait que la seule solution conforme aux intérêts de notre pays à l'égard de l'unité de l'armée, c'est de constituer, avec ses moyens propres, un système de défense qui ne soit dirigé contre personne, mais plutôt à l'égard de la puissance maximale permise par ses ressources nationales [...]. Cette prise de position, exprimée avec l'assentiment du général de Gaulle, demeure valable et digne de l'armée de l'air, tout dépend d'une volonté, sur laquelle aucun doute n'est permis, et d'un dispositif à propos duquel les avis peuvent s'exprimer de manière constructive.

Autre que l'effort financier consenti pour la défense nationale ne peut être réparti en trois armées, de terre, de mer et de l'air, s'y ajoute la genèse, de conception typiquement française. Sans doute la tradition est-elle souvent un prétexte qui permet d'obscurcir de protéger son autonomie. L'époque où existaient trois ministères différents, puis trois secrétariats d'État, n'est pas tellement oubliée. C'est ainsi qu'on peut observer la tendance de chaque armée à diversifier ses moyens constitutifs, de sorte que la marine et l'armée de l'air possèdent des forces terrestres d'une certaine importance, que l'armée de terre s'est dotée d'une aviation, que la gendarmerie est présente non seulement sur terre, mais aussi sur mer et dans les airs.

Cette évolution mène inévitablement, compte tenu du fait qu'elle se traduit par des programmes particuliers d'équipement, d'infrastructure et d'entraînement.

Il est évident, le milieu dans lequel les forces sont appelées à opérer justifie leur spécialité. Au-delà de ce critère, on entre dans le domaine de l'emploi et de la mise en œuvre d'un ensemble de forces par coordination de ses composantes comp-

mentaires. La spécialité des forces est donc légitime, en vue d'une adaptation étroite aux conditions d'engagement dans les opérations, leur équipement, la formation de leur personnel, leur entraînement. Il s'agit d'attendre partout le degré maximum d'efficacité opérationnelle, en dessous duquel aucune chance de succès n'est laissée à des unités combattantes. C'est la condition préalable à l'unité numérique et tactique d'un ensemble d'armes et de matériels. L'unité numérique et tactique d'un ensemble d'armes et de matériels. L'unité numérique et tactique d'un ensemble d'armes et de matériels.

En définitive, la spécialité des forces est la condition première de leur efficacité. Cela étant, la partition des forces de chaque armée est une autre affaire.

Concurrence ou concertation

Le rassemblement des structures militaires en un seul ensemble a continué à l'issue de la seconde guerre mondiale, voire dans plus de trente-cinq ans. Il s'est réalisé progressivement et sans heurt, au sein d'un État à multiples obstacles. Pratiquement accompli dans les domaines de l'armement, de l'administration générale et du contrôle, il reste à achever en ce qui concerne les forces et leurs moyens. Les forces et leurs moyens. Les forces et leurs moyens.

Depuis bientôt vingt ans, les armées sont engagées dans un processus de réorganisation, dont la première phase, menée à bien de 1965 à 1975, a permis une réorganisation des forces de l'air et de la marine dans le contexte européen. C'est alors que l'impératif nucléaire, qui s'était imposé en premier lieu aux forces aériennes, prenait sa pleine signification.

La deuxième phase devait consister à tirer toutes les conséquences de la dissolution en conséquence les fonctions de direction pour une plus grande rigueur de la programmation,

face à des problèmes techniques si nombreux de plus en plus difficiles. Force est de constater que cet objectif n'est pas encore atteint. L'organisation générale des armées demeure caractérisée par son manque d'unité dans le domaine du commandement et de la direction de la politique militaire. Ainsi, des situations de fait se sont perpétuées, d'autant plus difficiles à résoudre qu'elles sont plus solidement établies. Il n'est pas nécessaire de citer des exemples : ils sont assez évidents et connus, ce qui est la preuve de la nécessité de leur résolution et le développement des équipements, dans l'infrastructure, dans la gestion des forces.

Le processus de planification-programmation-budgétisation-concurrence se fait de plus en plus complexe. Force est de constater que cet objectif n'est pas encore atteint. L'organisation générale des armées demeure caractérisée par son manque d'unité dans le domaine du commandement et de la direction de la politique militaire. Ainsi, des situations de fait se sont perpétuées, d'autant plus difficiles à résoudre qu'elles sont plus solidement établies. Il n'est pas nécessaire de citer des exemples : ils sont assez évidents et connus, ce qui est la preuve de la nécessité de leur résolution et le développement des équipements, dans l'infrastructure, dans la gestion des forces.

Le processus de planification-programmation-budgétisation-concurrence se fait de plus en plus complexe. Force est de constater que cet objectif n'est pas encore atteint. L'organisation générale des armées demeure caractérisée par son manque d'unité dans le domaine du commandement et de la direction de la politique militaire. Ainsi, des situations de fait se sont perpétuées, d'autant plus difficiles à résoudre qu'elles sont plus solidement établies. Il n'est pas nécessaire de citer des exemples : ils sont assez évidents et connus, ce qui est la preuve de la nécessité de leur résolution et le développement des équipements, dans l'infrastructure, dans la gestion des forces.

(1) Le général Charles Allard a été chef d'état-major de l'armée de l'air de 1965 à 1975. Il a été tué à l'ennemi le 14 juillet 1982 à l'âge de 62 ans.

faire face à la crise

correspondant

l'effet contagieux des actes de violence. Ces violences représentent cependant une crise sociale majeure — « la plus grave que la paysanne connaît depuis la fin de la guerre » — les milieux officiels s'efforcent d'en diminuer la portée, octobre dernier, l'acte d'« autorité » de Mme Thatcher et, finalement, la position de la Grande-Bretagne sur le plan international. Les trans-

part, que le gouvernement porte la responsabilité des désordres en raison d'une politique économique reposant sur l'acceptation du chômage comme un moyen inévitable du redressement économique ultérieur. Mais les violences ont ravivé, au sein même du gouvernement et du parti conservateur, l'opposition entre les modérés et les disciples monétaristes de la Banque d'Angleterre. Le ministre, estimant les modérés, doit considérer les événements de ces derniers jours comme un avertissement et reconnaître en eux les conséquences sociales de sa

Mais Mme Thatcher doit tenir compte des réticences du ministre des finances et de ses disciples (monetaristes), qui ont déjà mal accepté que l'Etat augmente les dépenses publiques. D'autre part et surtout, elle doit compter avec de

larges secteurs de son électorat.
notamment les classes moyennes
qui la poussent sur la voie d'une
répression accrue. Après tout,
Mme Thatcher a déjà dit sur un
programme axé sur « la loi et
l'ordre ».

HENRI PIERRE.

**Un peu pour vous rappeler
l'été Noir... >**

Jenny a dix-huit ans. Elle habite aussi Brixton avec ses parents et ses quatre frères et sœurs. Elle est Noire. Elle a quitté l'école à seize ans. « J'ai cherché à travailler et puis je n'en ai pas trouvé. Alors je suis retournée au collège apprendre à taper à la machine. Je n'ai toujours pas trouvé de travail, alors j'ai demandé de suivre la formation des Youth Opportunity Programm et j'apprends à être réceptionniste. »

Jenny est née à Londres. Ses parents sont venus de la Jamaïque il y a environ vingt ans. Contrairement à ses frères aînés, elle se sent complètement britannique. « Mais, parfois, c'est difficile. Il y a toujours un policier pour vous rappeler que vous êtes Noire, ou un skinhead, ou même un employeur. C'est pour ça qu'il y a des bagarres... Mais je ne comprends pas très bien pourquoi les jeunes cèdent tout.

Vous comprenez vous ? »
CHRISTIANE CHOMBEAU.

Longde —
le prochain numéro
nomie.
reportage de Jean-Pierre Lan-
CINE : les organes artificiels.

[illegible]

- IDÉES : la nouvelle économie.
- ÉTHIOPIE : la suite du reportage de Jean-Pierre Langellier.
- LE MONDE DE LA MÉDECINE : les organes artificiels.

DIPLOMATIE

M. Mitterrand et la relance de la C.E.E.

(Suite de la première page)

M. Schmidt, l'interlocuteur socialiste au sein du gouvernement français, n'est pas un homme de gauche, et de son côté, M. Mitterrand n'est pas un homme de droite. Mais, en ce qui concerne la C.E.E., les deux hommes ont une vision commune. M. Schmidt, qui a été ministre de l'Économie sous Valéry Giscard d'Estaing, a une expérience de la politique européenne. M. Mitterrand, qui a été ministre de l'Économie sous François Mitterrand, a une expérience de la politique européenne. Les deux hommes ont une vision commune de la C.E.E. et de son rôle dans l'économie mondiale.

Luxembourg avait, en outre, été très remarqué. On tenait donc, du côté français, à réaffirmer l'importance accordée aux relations franco-allemandes, même si le temps de l'axe « privé » Paris-Bonn est maintenant terminé.

ENVOYÉ SPÉCIAL DE M. MITTERRAND DANS LE GOLFE

M. de Kemolaria cherche à rassurer les investisseurs arabes

Correspondance

Manama. — Inopinément, c'est un dirigeant d'une banque nationale que le président de la République a choisi comme ambassadeur à Manama. M. de Kemolaria, ancien ministre de l'Économie, est envoyé spécial de M. Mitterrand dans le Golfe. Son mission est de rassurer les investisseurs arabes et de promouvoir les relations économiques entre la France et le Golfe.

Le chancelier allemand, Helmut Schmidt, a été très remarqué. On tenait donc, du côté français, à réaffirmer l'importance accordée aux relations franco-allemandes, même si le temps de l'axe « privé » Paris-Bonn est maintenant terminé.

PROCHE-ORIENT

Israël

Les résultats comparatifs des élections du 17 mai 1977 et du 30 juin 1981

M. Itzhak Navon, le président israélien, a annoncé les résultats des élections du 17 mai 1977 et du 30 juin 1981.

	1977	1981
Majorité	2 236 293	2 409 916
Opposition	1 717 728	1 504 409
Parti travailliste	1 607 787	1 507 366
Parti libéral	26 966	17 343
Parti du mouvement démocratique	34 173	10 273

(1) Formation ayant présenté des candidats qu'en 1981.
(2) Composition du parti communiste israélien.
(3) Formation issue de l'ancien parti Dagh nationaliste.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1977, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

En 1981, les formations susceptibles de former une majorité gouvernementale.

Liban

NOUVEAU RAID DE L'AVIATION ISRA�ÏENNE

(De notre correspondant.)

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les avions ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

AMÉRIQUES

LA CONFÉRENCE DE NASSAU

Le Mexique et le Venezuela entendent maintenir leur aide à Cuba et au Nicaragua

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

UN GROUPE D'EXILÉS CUBAINS, A MIAMI, REVENDIQUE UNE TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE M. FIDEL CASTRO

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

LE MONDE diplomatique

du mois de juillet

EST PARU

Le Maroc : Les limites de la « démocratisation »

L'Italie sous le règne du scandale

Le Mexique et le Venezuela entendent maintenir leur aide à Cuba et au Nicaragua

Un groupe d'exilés cubains, à Miami, revendique une tentative d'attentat contre M. Fidel Castro

Le monde diplomatique

du mois de juillet

EST PARU

Le Maroc : Les limites de la « démocratisation »

L'Italie sous le règne du scandale

Le Mexique et le Venezuela entendent maintenir leur aide à Cuba et au Nicaragua

Un groupe d'exilés cubains, à Miami, revendique une tentative d'attentat contre M. Fidel Castro

Le monde diplomatique

du mois de juillet

EST PARU

Le Maroc : Les limites de la « démocratisation »

L'Italie sous le règne du scandale

Le Mexique et le Venezuela entendent maintenir leur aide à Cuba et au Nicaragua

Un groupe d'exilés cubains, à Miami, revendique une tentative d'attentat contre M. Fidel Castro

Le monde diplomatique

du mois de juillet

EST PARU

Iran

L'élection de M. Radjavi à la présidence de la République est pratiquement acquise

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Liban

NOUVEAU RAID DE L'AVIATION ISRAÏENNE

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Liban

NOUVEAU RAID DE L'AVIATION ISRAÏENNE

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

En réunion de Nassau entre les ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela et le secrétaire d'État américain, M. Fitz, s'est achevée, le dimanche 12 juillet, une conférence qui a permis de maintenir la coopération entre les quatre pays.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Miami (A.P.F.). — Radio-Canada a annoncé dimanche 12 juillet la capture de cinq hommes entrainés aux États-Unis pour assassiner M. Fidel Castro.

Le monde diplomatique

du mois de juillet

EST PARU

Le Maroc : Les limites de la « démocratisation »

L'Italie sous le règne du scandale

Le Mexique et le Venezuela entendent maintenir leur aide à Cuba et au Nicaragua

Un groupe d'exilés cubains, à Miami, revendique une tentative d'attentat contre M. Fidel Castro

Le monde diplomatique

du mois de juillet

EST PARU

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Téhéran (A.P.F.). — Cette décision semblait s'imposer pour les membres du parti communiste iranien, le Front populaire de libération de l'Iran, se disant nationaliste.

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

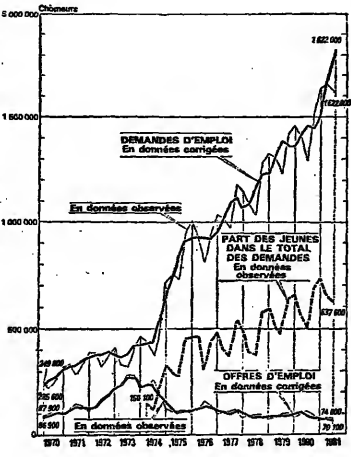
Beirut. — L'aviation israélienne a effectué dimanche 13 juillet un nouveau raid contre des positions palestiniennes dans un secteur situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Beyrouth.

Beirut. — L'avi

Renverser une tendance qui vient de loin

« **P**RIORITE des priorités » pour le gouvernement de vous), et le simple remodelage du pacte pour l'emploi, à relancer l'activité, doit être soumis au Parlement.

FRANCIS SIMON.



LECTURE
Alfred SAUVY
MÉTAPHYSIQUE ET
ÉPIQUE

Le Monde

culture

FESTIVALS

AVIGNON

La vision Mesguich du « Roi Lear »

Le festival d'Avignon, qui se déroule du 14 au 20 juillet, est l'occasion pour Daniel Mesguich de présenter sa vision du « Roi Lear ». L'œuvre de Shakespeare est ici revisitée avec une mise en scène qui joue sur les contrastes entre la noblesse et le peuple, le pouvoir et la misère. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

Daniel Mesguich dans la cour d'un château avec le Roi Lear et ses courtisans. L'œuvre de Shakespeare est ici revisitée avec une mise en scène qui joue sur les contrastes entre la noblesse et le peuple, le pouvoir et la misère. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

La vision de Daniel Mesguich du « Roi Lear » est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

Daniel Mesguich dans la cour d'un château avec le Roi Lear et ses courtisans. L'œuvre de Shakespeare est ici revisitée avec une mise en scène qui joue sur les contrastes entre la noblesse et le peuple, le pouvoir et la misère. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

La vision de Daniel Mesguich du « Roi Lear » est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

M. JACK LANG EN DIRECT D'AVIGNON A R.T.L.

Répondre à Jean Vilar

Des voix qui ne se taisent pas, des voix qui se font entendre, des voix qui se font entendre. Jean Vilar, un homme de théâtre, un homme de culture, un homme de conviction. Sa vision du théâtre est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

Des voix qui ne se taisent pas, des voix qui se font entendre, des voix qui se font entendre. Jean Vilar, un homme de théâtre, un homme de culture, un homme de conviction. Sa vision du théâtre est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

LETTRES

CORRESPONDANCE

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

ÉTAT DE GRACE

SAINTES

La vision de Daniel Mesguich du « Roi Lear » est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

ÉTAT DE GRACE

SAINTES

La vision de Daniel Mesguich du « Roi Lear » est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine. Mesguich utilise un langage scénique très riche, mêlant théâtre, musique et danse. Le spectacle est une œuvre d'art totale, qui vise à provoquer chez le spectateur une réflexion profonde sur la condition humaine.

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificat d'origine. Crédit gratuit et immédiat sur demande. Ouvert tous les jours de 10 à 18 h sans dimanche.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LA CHANCE DE ROMANS

Une chose est de vouloir des opérations de prestige, et une autre chose est de vouloir des opérations de prestige. Lucien Malson, directeur de la collection « Romans » de la Bibliothèque de la Pléiade, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LA CHANCE DE ROMANS

Une chose est de vouloir des opérations de prestige, et une autre chose est de vouloir des opérations de prestige. Lucien Malson, directeur de la collection « Romans » de la Bibliothèque de la Pléiade, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificat d'origine. Crédit gratuit et immédiat sur demande. Ouvert tous les jours de 10 à 18 h sans dimanche.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LETTRES

CORRESPONDANCE

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LETTRES

CORRESPONDANCE

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificat d'origine. Crédit gratuit et immédiat sur demande. Ouvert tous les jours de 10 à 18 h sans dimanche.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificat d'origine. Crédit gratuit et immédiat sur demande. Ouvert tous les jours de 10 à 18 h sans dimanche.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

LETTRES

Traducteurs et agents littéraires. M. Jack Lang, ministre de la Culture, a reçu une délégation de traducteurs et agents littéraires. Ils ont discuté de la situation de la traduction en France et des mesures à prendre pour améliorer la situation.

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél : 742.09.30

	La ligne	La ligne 1C		La ligne	La ligne 1C
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44	ANNONCES ENCAISSÉES	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00	DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIÈRES	43,00	50,57	IMMOBILIÈRES	28,00	32,93
AUTOMOBILES	43,00	50,57	AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	43,00	50,57	AGENDA	28,00	32,93
PROP. COMM. CAPITAL	120,00	141,12			

ANNONCES CLASSEES



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)



emploi régional

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Institution de financement à long terme de la Communauté, finance des projets dans les dix pays membres de la CEE et dans soixante-dix pays d'Afrique, du Pacifique, des Caraïbes et de la Méditerranée. Ses agents sont recrutés dans ses pays membres et travaillent en équipes multinationales. La Banque recherche un

TRADUCTEUR GREC

hautement qualifié pour son siège de Luxembourg.

Conditions requises :
☐ langue maternelle grecque ; ☐ diplôme universitaire, diplôme de traducteur ou formation équivalente ; ☐ grande expérience professionnelle ; ☐ excellente connaissance du français et de l'anglais (la connaissance d'autres langues de la CEE serait un avantage) ; ☐ bonne connaissance en économie et du management d'entreprises ; ☐ âge 25-40 ans.

Seront également prises en considération les candidatures émanant d'économistes, de spécialistes de la gestion d'entreprise et de titulaires de diplômes commerciaux, à condition qu'ils aient une excellente connaissance du français et de l'anglais. Selon les qualifications et l'expérience du candidat retenu, le traitement net de départ, y compris l'indemnité d'expatriation, se situera entre 75 000 et 90 000 francs belges par mois. Les avantages supplémentaires comprennent des indemnités de famille et d'éducation, un régime de retraite et un régime d'assurance-maladie.

Les candidats qui doivent être ressortissants d'un pays membre de la CEE sont invités à adresser leur demande, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé rédigé en français ou en anglais et d'une photo à l'adresse suivante :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT,
 Division recrutement et carrières,
 boîte postale 1020,
 L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront considérées comme strictement confidentielles.



GRUPE INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

recherche pour une de ses filiales situées en OROGNE

ANALYSTE PROGRAMMEUR (H. ou F.)

Placé sous l'autorité du chef du service informatique, ses principales responsabilités seront :
 - la participation à l'analyse fonctionnelle et organique,
 - la programmation,
 - les tests,
 - la rédaction des manuels d'utilisation.

Libéré des obligations militaires, le candidat posséderait un OUI informatique et aura acquis une expérience de 1 à 2 ans dans la fonction. Lieu de travail : Montbon (Dordogne).

Merci d'adresser votre CV et prétentions à :
 FRANCE FEUILLETES - Sous du Personnel
 82, 12 - 24100 MONTBON

SOCIÉTÉ DE SYNTHÈSE ORGANIQUE FINE

Filiale d'un leader pharmaceutique français

INGÉNIEUR CHIMISTE DE PROMOTION TECHNIQUE

Chimiste de très haut niveau, mais averti des contraintes économiques, il sera responsable des recherches et conceptions de synthèses nouvelles, depuis le principe jusqu'au pilote compris ; il sera assisté d'un laboratoire structuré d'essais et de lancements.

Il aura une bonne expérience dans la branche, à des fonctions correspondantes. Poste créatif et évolutif permettant d'accéder à des responsabilités supérieures, à pourvoir en région touristique du nord de la France.

Adressez votre manuscrit, avec photo et C.V. à :
 HAVAS, 49, rue Victor-Hugo
 93200 BOULOGNE-BELLEVILLE
 Référence 2267, qui transmettra.

Eurocontinental Management Resources, inc.

NEW YORK, LONDON, SAN FRANCISCO

Director of Systems Engineering - Europe

IBM Plug Compatible Systems Manufacturer London Based - New Appointment

The Position
 Our clients are world leaders in the manufacture and installation of high quality products in the IBM Plug Compatible market, supplying and developing a wide range of peripherals, telecommunications and main frame systems, with an exceptional reputation for excellence and reliability.

The European corporation, headquartered in London, England, is growing rapidly with subsidiaries in all major countries. The already substantial user base and organisation is increasing at a fast pace throughout each territory.

The development of existing and new systems products requires the growth of a powerful systems engineering group throughout each business area in Europe, to service the increasing needs of customers, maintaining the reputation and quality of service previously referred.

Experience Required
 Reporting to senior H.Q. management, the Director of Systems Engineering - Europe, will be a highly qualified, mature manager with in depth experience and training in IBM systems and customer SE support operations, ideally on a European or regional scale. Additional attractive experience will include management of a major IBM user site.

The candidate will demand high professional standards, be ambitious, business orientated, highly motivated and have a successful track record of hiring skilled professionals in Europe.

The Director of European Systems Engineering will be experienced in working with senior management executives in close teamwork with user and client personnel.

Remuneration
 The position will carry a highly attractive income package with appropriate benefits commensurate with the seniority and vital nature of the appointment.

Your application and personal career history is invited as soon as possible, in strictest confidence quoting reference Euro/LM781 addressed for the attention of The Director, Eurocontinental Management Resources, Inc., Mercantile House, 99-101 St. Leonards Road, Windsor, Berkshire, SL4 3BZ, England.

Après un ou deux ans que vous passerez AMERIQUE DU SUD avec votre famille, nous vous proposons de rejoindre notre siège en région Parisienne.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURING EN EXPANSION recherche

INGÉNIEUR ELECTROTECHNIEN 80 000

Se mission d'ingénieur-projet est de coordonner les études et de conseiller les utilisateurs. Diplômé ES - expérience de 5 ans dans le EE ou expérience dans la spécialité : centrale électrique. Anglais indispensable, espagnol et formation complémentaire en énergie nucléaire. Remunération attractive, plus avantages liés à l'expatriation (salaire, logement, etc.). Réelles possibilités d'évolution au sein de la société. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. à :

cadre PANISSOUD-SOURDIS
 101 rue de l'Industrie 75013 Paris
 Direction générale.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES COÛTÉES de vouloir bien indiquer soigneusement le numéro de l'annonce à l'intérieur et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

ESO-European Southern Observatory

est une organisation inter-gouvernementale dont six pays d'Europe font partie, et qui a pour but d'effectuer des recherches astronomiques dans l'hémisphère sud. ESO travaille au moyen d'un observatoire situé à La Silla dans le désert Atacama au Chili. Il est équipé d'une série de télescopes optiques hautement sophistiqués et d'instruments du même type, construits selon les développements techniques les plus récents. Le quartier général européen et son centre scientifique et technique sont établis à Garching près de Munich - Allemagne. ESO recherche dans le domaine suivant très experts mais riches en compétences un

INGÉNIEUR MECANICIEN réf. CTR1-23

pour le Département de Soutien Technique à La Silla (Chili). Il sera chargé de la supervision de l'entretien mécanique, des travaux d'assemblage de gros télescopes - et de leurs instruments auxiliaires - des opérations de montage et de démontage des instruments sur les télescopes. Sa formation ? Supérieure, avec une spécialisation en génie mécanique.

Son expérience ? Plusieurs années en entretien mécanique et/ou développement de gros instruments scientifiques tels que télescopes et instrumentation associée. Ses qualités ? Il aura une réelle aptitude à organiser et à préparer le travail d'entretien d'une équipe de mécaniciens. Et plus, il possèdera une bonne connaissance de l'anglais. Et, si possible, de l'espagnol.

La rémunération ? Elle dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple, pour un membre du personnel non résident avec 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle, exclusive d'impôts sur le revenu, ne sera pas inférieure à 14 000 FF.

D'autres avantages : bourse d'études pour les enfants, remboursement des frais de déménagement, pension extra-légale, assurance-maladie et indemnité d'installation, etc. Un dernier mot : le lieu d'exécution est situé à La Silla (observatoire astronomique) à 600 km au nord de Santiago - Chili. Les candidatures doivent être transmises à la Silla (observatoire astronomique) avant le 31 août 1981, au Personnel Services, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Strasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. : (089) 320.06.216 - 8.

Attention ! Si vous donnez une préférence aux ressortissants des pays membres de ESO, la Belgique, le Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suède, aucune nationalité candidate n'est à priori exclue.

GRUPE N12 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

recherche pour sa filiale en BELGIQUE un

Ingénieur Informaticien Chef de Projet

4 ou 5 années d'expérience - Connaissances approfondies de B2B et pratique courante de l'anglais ou de l'espagnol.

Le poste est à pourvoir à BRUXELLES au début du mois d'octobre.

Envoyer sous réf. : AL/AM à 502 1014, avenue Van-Whitcomb - 75016 PARIS.

MAISON ROUGE

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRE EXPORT

Pour vente de biens d'équipement et migration de projets clés en main (secteur exploitation des océans : pêche, offshore, infrastructure portuaire).

Grande disponibilité, connaissances de l'Afrique appréciée, anglais indispensable.

Envoyer lettre-mémoire, C.V. et photo sous n° 70 28 225 M à Négro-Press, 85 bis, rue Hémar, 75002 Paris.

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES SPÉCIALISÉ EN AMÉNAGEMENT, URBANISME ET HABITAT

recherche pour compléter son équipe

UN (E) CHARGÉ (E) D'ÉTUDES CONFIRMÉ (E)

Diplômé (e) d'une grande école scientifique ou économique et ayant une expérience (3 à 5 ans) de prospective commerciale et d'analyse technique de problèmes dans les domaines soit de l'environnement, soit des techniques de mise en œuvre d'équipement et de données de planification, soit de la socio-économie de l'habitat social.

Envoyer avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence 3-073 à VALENS CONSULTING, B.P. 335 75004 PARIS CEDEX 02.

secrétaires

RANSTAD

le new agency of RANSTAD temporary staff units

TRILINGUAL SECRETARY

(French, English, German) German mother language

tel 341-08-00 or come into RANSTAD's office at 4, place Victor-Hugo, 75015 Paris.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Les comptes de la R.A.T.P. en 1980

- Fort accroissement des frais financiers
- Augmentation sensible du trafic du R.E.R.

Le gouvernement de M. Pierre Mauroy va devoir, cette semaine, déterminer la politique tarifaire des transports en commun parisiens. L'installation à Matignon, il avait décidé de « différer » la traditionnelle augmentation du ticket de métro (celui de la S.N.C.F. bastionnée) prévue le 1^{er} juillet. Mais le gouvernement des délégués techniques — il n'a plus que quelques jours pour se décider s'il veut que les nouveaux tarifs soient mis en place le 1^{er} août. Tout nouveau retard naît de l'ajout d'un nouveau tarif qu'il faudrait verser le contribuable national (la contribution de 70 %) et par conséquent pour équilibrer les comptes des transports en commun de l'Ile-de-France.

La décision n'est pas simple pour le ministre du budget comme pour M. Jean-Paul Flanchoy, qui signera la mise en œuvre des premières décisions de ministres communistes et socialistes, alors que le P.C. comme le P.S. avaient toujours vivement critiqué le

hausses du ticket de métro des années précédentes. Les données sont d'ailleurs plus complexes que celles de l'année précédente. Le trafic de l'Ile-de-France des transports en commun, transport par transport, a augmenté de 10,5 % en 1980 par rapport à 1979. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980.

En 1980, le trafic de l'Ile-de-France des transports en commun, transport par transport, a augmenté de 10,5 % en 1980 par rapport à 1979. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980.

En 1980, le trafic de l'Ile-de-France des transports en commun, transport par transport, a augmenté de 10,5 % en 1980 par rapport à 1979. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980. Or l'augmentation du ticket de métro n'a été que de 10,5 % en 1980.

Dans le quinzième arrondissement

La commission des sites approuve le projet de construction d'un Institut du monde arabe

Le projet de construction d'un Institut du monde arabe, sur un ancien terrain de sports, boulevard de Grenelle, dans le quinzième arrondissement de Paris, a été approuvé le 9 juillet par la commission départementale des sites, par sept voix contre quatre.

Le maître de Paris et les élus R.P.R. de l'arrondissement, les parents d'élèves et les riverains ont pu assister à l'annonce du projet qui entraînera la suppression du stade. Les élus socialistes au Conseil de Paris ont estimé que cet emplacement, qui est un terrain de sports, ne peut être utilisé pour la construction d'un Institut du monde arabe.

Dix ans d'efforts pour l'embellissement du site de Notre-Dame

Des balcons sur la Seine, pas du béton...

L'Association pour la défense et l'embellissement du site de Notre-Dame vient d'avoir dix ans. Dix ans marqués par les combats contre le béton, pour la défense du site de Notre-Dame, et de la Seine.

Sauvés des voitures, après l'abandon de la voie express à gauche, les quais sont entrés dans une phase de réhabilitation. Les travaux de réhabilitation du site de Notre-Dame ont été réalisés par l'Association pour la défense et l'embellissement du site de Notre-Dame.

Midi-Pyrénées

A Albi

Un toit pour les Tziganes

De notre correspondante

Toulouse. — Derrière le circuit automobile du Séquestre, à l'autre d'Albi (Tarn), une dizaine de familles tziganes vivent depuis plus de quinze ans sur un terrain vague, sans aucun aménagement. Il était donc urgent de leur offrir un toit.

La mairie, pourtant, a mis en œuvre une politique d'habitat social. Le conseil d'Albi a décidé d'offrir un toit à ces familles.

Le 11 décembre 1980, la commission municipale d'habitat social a décidé d'offrir un toit à ces familles. Le conseil d'Albi a décidé d'offrir un toit à ces familles.

QUEL ORDRE POUR LES ARCHITECTES ?

L'annonce au congrès de Biarritz d'une « grande réforme de l'architecture » a suscité de vives réactions. Les architectes ont réagi avec colère.

Le conseil régional des architectes de l'Ile-de-France a réagi avec colère. Les architectes ont réagi avec colère.

SURCHARGE DANS LES PORTS DE PLAISANCE

Ne pouvant le départ le dimanche 12 juillet, les plaisanciers ont dû attendre jusqu'au dimanche 13 juillet pour partir.

D'autre part, M. Jean Compaing, membre du conseil régional de l'Ile-de-France, a réagi avec colère. Les plaisanciers ont réagi avec colère.

A IVRY

Résurrection d'un vrai moulin

Le Moulin de la Tour vient de naître. A Ivry (Seine-Saint-Denis), la commune a décidé de restaurer le moulin de la Tour.

Le moulin de la Tour vient de naître. A Ivry (Seine-Saint-Denis), la commune a décidé de restaurer le moulin de la Tour.

Le moulin de la Tour vient de naître. A Ivry (Seine-Saint-Denis), la commune a décidé de restaurer le moulin de la Tour.

Le moulin de la Tour vient de naître. A Ivry (Seine-Saint-Denis), la commune a décidé de restaurer le moulin de la Tour.

DANS LE VINGTIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Les habitants du quartier de la Réunion s'opposent à l'aménagement de ce secteur

« Nous voulons rester chez nous », déclarent les habitants du quartier de la Réunion. Ils s'opposent à l'aménagement de ce secteur.

« Nous voulons rester chez nous », déclarent les habitants du quartier de la Réunion. Ils s'opposent à l'aménagement de ce secteur.

FAITS ET PROJETS

LES HUITRES PLATES EN PÉRIL

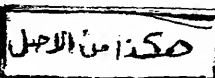
La maladie de l'huitre plate, qui met en péril la survie de cette espèce, a été déclarée.

La maladie de l'huitre plate, qui met en péril la survie de cette espèce, a été déclarée.

SURCHARGE DANS LES PORTS DE PLAISANCE

Ne pouvant le départ le dimanche 12 juillet, les plaisanciers ont dû attendre jusqu'au dimanche 13 juillet pour partir.

Ne pouvant le départ le dimanche 12 juillet, les plaisanciers ont dû attendre jusqu'au dimanche 13 juillet pour partir.



CONJONCTURE

LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Aménagement du territoire : éviter la constitution d'une administration parallèle

Nous poursuivons l'analyse de rapport de la Cour des comptes, qui a été remis le 9 juillet au président de la République.

Un long chapitre du rapport de la Cour est consacré à l'aménagement du territoire, comme en 1976, et à l'action de la DATAR. La Cour note que les effectifs de la DATAR sont plus nombreux que ceux de l'Institut national de la statistique (INSEE) et que les dépenses engagées sur des crédits d'investissement ont atteint 1 450 000 francs de plus que les dépenses de fonctionnement de la DATAR en 1979.

La Cour passe au rôle du fonctionnement des six associations d'administrateurs, qui disposent fin 1979 des services de quarante-sept personnes, la Cour a constaté le rôle de ces associations.

UNE PLAQUETTE INFORMATIQUE

La Cour des comptes vient d'adopter une plaquette destinée à servir de base à la gestion des administrations et des entreprises publiques. Cette plaquette est destinée à servir de base à la gestion des administrations et des entreprises publiques.

La Cour des comptes vient d'adopter une plaquette destinée à servir de base à la gestion des administrations et des entreprises publiques. Cette plaquette est destinée à servir de base à la gestion des administrations et des entreprises publiques.

La nationalisation du crédit va avoir pour première conséquence la disparition de Paris comme place financière internationale

déclare M. Fourcade

M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, et ancien ministre de l'économie et des finances dans le gouvernement de M. Chirac, qui était l'ancien directeur du Club de la presse d'Europe 1, le directeur du journal, a déclaré à l'occasion de la discussion-programme présentée le 14 juillet par M. Pierre Mauroy.

« En ce qui concerne la modification de la loi, je suis pour ma part, fondamentalement contre une telle mesure proposée par M. Mauroy. En effet, je considère que cela va être l'élément des cadres dans notre société. »

« En revanche, en ce qui concerne l'impôt sur les grandes fortunes, considéré comme un élément de meilleur partage de l'effort de développement de la France et comme un effort vers l'équité fiscale, à un certain nombre de conditions que j'exprimerai à la tribune lorsque l'Assemblée nationale sera convoquée pour la discussion de ce projet, je suis en faveur. »

de la DATAR à l'étranger ont été de remarques parfois acerbes : « Des tolérances regrettables en matière de fonctionnement des bureaux industriels, il convient de noter, ajoute la DATAR, que leurs frais de représentation comprennent non seulement des dépenses classiques, mais également, les dépenses occasionnées par l'organisation d'activités de formation à l'usage d'industries étrangères. L'organisation fréquente de tels séminaires est, pour les bureaux de la DATAR, une nécessité correspondant à sa mission et constitue donc une justification valable pour l'ensemble des dépenses de l'opération économique. »

La DATAR fait observer que, si les sommes consacrées par la France à des dépenses de représentation étrangères peuvent apparaître élevées, elles sont néanmoins très inférieures aux dépenses engagées par nos concurrents étrangers pour des missions similaires.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

La Cour des comptes a constaté que les dépenses de la DATAR pour des missions étrangères sont supérieures à celles de la DATAR pour des missions nationales.

fait satisfaction » pour le nombre d'emplois créés ou maintenus. « L'apogée enfin de certains bureaux industriels, il convient de noter, ajoute la DATAR, que leurs frais de représentation comprennent non seulement des dépenses classiques, mais également, les dépenses occasionnées par l'organisation d'activités de formation à l'usage d'industries étrangères. L'organisation fréquente de tels séminaires est, pour les bureaux de la DATAR, une nécessité correspondant à sa mission et constitue donc une justification valable pour l'ensemble des dépenses de l'opération économique. »

Vers une majoration des droits de succession sur les donations-partages ?

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

Les droits de succession sur les donations-partages ont été augmentés de 10 % à compter du 1er janvier 1981.

SOCIAL

FORTE AUGMENTATION, EN UN AN, DES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES ET DU CHOMAGE PARTIEL.

Selon une statistique du ministère du travail publiée le samedi 11 juillet, 34 770 salariés ont été licenciés, en mars 1981, pour raisons économiques, soit une hausse de 4,6 % par rapport à février 1981, mais une forte augmentation par rapport à mars 1980 : + 50,5 %.

D'autre part, 21 979 journées de travail ont été perdues, en avril 1981 au titre du chômage partiel, soit + 16,1 % par rapport à mars 1981, et + 385,5 % par rapport à avril 1980. En avril dernier, 42 015 salariés travaillaient dans 3 745 entreprises ont été touchées par le chômage partiel.

CONTROVERSE A PROPOS DE LA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'UGICT-C.G.T.

La Confédération française de l'encadrement-C.F.E. a déclaré, dans un communiqué, que les déclarations de M. Michel Praderie, secrétaire général de l'UGICT-C.G.T., sur son éventuel accord de représentation avec la confédération française de l'encadrement, ont été reçues avec une certaine surprise.

Quant à M. Le Guen, secrétaire de l'UGICT, il a déclaré que la lettre du 10 juillet n'avait pas été envoyée, en fait, de M. Praderie, secrétaire général de l'UGICT.

LE COMITÉ D'ACTION VITICOLE DE L'AUDE REVENDIQUE UN ATTENTAT CONTRE « LE MIDI LIBRE »

Les viticulteurs du Languedoc-Roussillon repartent en guerre contre les importations de vin des pays de la Communauté. A la veille du week-end, deux centistes d'exportation ont procédé à des contrôles de camions sur l'autoroute de Languedoc-Roussillon et ont la R.N. 113 à hauteur de Carcassonne.

Quelques heures plus tard, dans la nuit du 10 au 11 juillet, un attentat à l'explosif a été perpétré par le comité d'action viticole de l'Aude.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Le comité reproche au quotidien ses commentaires sur des déclarations de M. Mauroy, le premier ministre, M. Mauroy, a déclaré que les journalistes de l'agence de presse de l'Aude n'ont pas le droit de faire de tels commentaires.

Au ministère du travail
M. Michel Praderie est nommé directeur du cabinet de M. Mauroy

M. André Rivière, quarante ans, directeur adjoint des études économiques (INSEE) et des études économiques (INSEE), est nommé directeur du cabinet de M. Jean Auriant, ministre du travail.

Le 23 avril 1980 à Paris, M. Praderie est inspecteur civil de l'École nationale de la statistique et de l'économie. Nommé directeur de l'INSEE en 1980, il a été membre du cabinet de M. Edgar Faure, ministre de l'Industrie nationale en 1980 et en 1981. Il fut par la suite directeur d'un projet de la Banque mondiale et directeur de la mission de planification de l'Indonésie.

M. Michel Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

Au ministère du travail
M. Michel Praderie est nommé directeur du cabinet de M. Mauroy

M. André Rivière, quarante ans, directeur adjoint des études économiques (INSEE) et des études économiques (INSEE), est nommé directeur du cabinet de M. Jean Auriant, ministre du travail.

Le 23 avril 1980 à Paris, M. Praderie est inspecteur civil de l'École nationale de la statistique et de l'économie. Nommé directeur de l'INSEE en 1980, il a été membre du cabinet de M. Edgar Faure, ministre de l'Industrie nationale en 1980 et en 1981. Il fut par la suite directeur d'un projet de la Banque mondiale et directeur de la mission de planification de l'Indonésie.

M. Michel Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981. M. Praderie a été nommé directeur du cabinet de M. Mauroy, ministre du travail, le 10 juillet 1981.

